

 UNION EUROPEENNE	 l'Europe s'engage à La Réunion avec le FEADER	 DÉPARTEMENT DE LA Réunion www.cg974.fr	 Office National des Forêts
Programme de développement rural de La Réunion 2023-2027 FEADER Type d'Opération : 8-3-1 Défense des forêts contre l'incendie Aide à l'adoption de mesures de prévention			

MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE DE PRESTATIONS SERVICES SYLVICOLES

BANDES DEBROUSSAILLEES DE SECURITE (DFCI)- 2025-

Lot n°1 - Piste du Massif des Hauts de St Denis : la Providence

Lot n°2 – Pistes du Massif des Hauts Sous le Vent : Eucalyptus, l'Echelle, Oméga, Haut Tévelave (partie basse), L'Eperon

Lot n°3 – Pistes de L'Etang Salé : Chemin du Rail, la Butte, Chemin de la Tour, Piton Reinette, Tir aux Pigeons, Gros Piton, Tamarins

n° 2025-7302-001

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ONF – marché 2025-7302-001 – 3 lots – CCTP – Coupures de combustible 2025



MAITRE D'OUVRAGE :
OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction Régionale de La Réunion
Boulevard de la Providence
CS 71072 SAINT DENIS Cedex
Téléphone : 02 62 90 48 00
Mél : dr.reunion@onf.fr



MAITRE D'OEUVRE :
OFFICE NATIONAL DES FORETS
Agence Travaux
7 Impasse Bonaparte
CS 22114 LE TAMPON Cedex
Téléphone : 02 62 27 00 77

TABLE DES MATIERES

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN	1
I. DISPOSITIONS GENERALES.....	2
1.1. OBJET DU MARCHÉ - LOCALISATION DES PRESTATIONS	3
1.2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS	3
1.3. PIÈCES CONSTITUANT LE MARCHÉ	4
1.4. LOIS, RÉGLEMENTS ET NORMES	4
1.5. DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRISE	5
1.5.1. Au moment de la consultation.....	5
1.5.1. À l'issue de la période de préparation.....	5
1.6. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE	5
1.6.1. Responsabilités générales	5
1.6.2. Application des réglementations en vigueur	6
1.6.3. Assurances	6
1.6.4. Réunions.....	6
1.6.5. Préparation de chantier.....	6
1.7. MESURES ET OBLIGATIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	7
1.7.1. Stockage et utilisation de carburants, lubrifiants et autres substances	7
1.7.2. Protection des végétaux	8
1.7.3. Protection des sources et cours d'eau.....	8
1.7.4. Protection des espaces naturels contre les incendies.....	8
1.7.5. Intervention en zone cœur de Parc National.....	8
1.8. RENCONTRE DE CABLES, CANALISATIONS ET AUTRES OUVRAGES SOUTERRAINS	9
1.9. INSTALLATION DE CHANTIER DE L'ENTREPRENEUR	9
II. MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX	10
2.1. DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENSEMBLE DU CHANTIER	10
2.1.1. Accès au chantier.....	10
2.1.2. Protection du chantier	10
2.1.3. Contrôles extérieurs.....	10
2.1.4. Prescriptions générales d'intervention	11
2.1.5. Prise en compte des espèces patrimoniales, lutte contre les EEE.....	13
2.1.6. Période de réalisation.....	14
2.1.7. Largeur des BDS à entretenir	15
2.2. REMUNERATION DES TRAVAUX	15
2.2.1. Lot n°1 : BDS de la piste de la Providence (massif des Hauts de Saint Denis).....	16
2.2.2 Lot n°2 : BDS sur les Pistes du Massif des Hauts Sous le Vent	16
2.2.3. Lot n°3 : BDS de L'Etang Salé	16
III. SUIVI ET CONTROLES D'EXECUTION	16
3.1. CONTROLE ET DIRECTION DES TRAVAUX	16
IV. ANNEXES.....	16

I. DISPOSITIONS GENERALES

Les conditions du présent CCTP ne sont pas exhaustives. Le titulaire devra se conformer à toutes les règles de l'art, même si elles ne lui ont pas été expressément rappelées.

1.1. OBJET DU MARCHÉ - LOCALISATION DES PRESTATIONS

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques concernent la réalisation en 2025 de prestations d'entretien des Bandes Débroussaillées de Sécurité (BDS) en bordure de pistes de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) dans les massifs des Hauts de Saint Denis, des Hauts Sous le Vent et de l'Etang Salé.

Les différents chantiers sont localisés sur les cartes en annexes.

1.2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

De façon à permettre l'attribution à plusieurs entreprises différemment localisées sur l'île, le marché est divisé en TROIS lots géographiquement homogènes (cf. cartes de localisation en annexe). Les lots peuvent être composés d'une tranche ferme et de tranches optionnelles. Chacun des ces lots constitue un marché, avec un unique attributaire.

Lot n°1 - Piste du Massif des Hauts de St Denis : la Providence

Lot n°2 – Pistes du Massif des Hauts Sous le Vent : Oméga, Haut Tévelave (partie basse), L'Eperon, l'Echelle, 1800 Nord (partie), Palmiste (partie), Bolon (partie), Camélias, Bernica, Eucalyptus, Accès antenne Piton Fougère, Caverne tabac

Lot n°3 – Pistes de L'Etang Salé : Tamarins, Tir aux Pigeons, la Butte (parties Est et Ouest), Chemin de la Tour

Ces prestations ont pour objectif de réduire le volume de combustible par la coupe de végétaux présents aux abords des pistes DFCI ou route forestière d'intérêt DFCI et à l'aplomb de celles-ci.

La mise en œuvre des différentes tranches optionnelles dans les lots dépendra des prix obtenus dans le cadre de cette consultation et des possibilités de réalisation proposées par les entreprises avant la période à risque feux de forêt. Elle sera décidée en commission d'attribution du présent marché de prestations.

Le marché comprend la fourniture des documents nécessaires à la sélection des candidats, au contrôle, au suivi d'exécution des travaux, l'ensemble des travaux de préparation, de réalisation et de finition conformément aux prescriptions du présent document.

Il comprend :

- Au moment de la consultation, la fourniture d'un mémoire technique, du planning d'exécution, des versions initiales des PAQ, PPSPS, éventuellement PAE ;
- A l'issue de la période de préparation, la fourniture des versions 2 des PAQ, PPSPS, PAE et du planning d'exécution actualisé ;
- L'aménagement des accès ;
- La mise en place de la signalisation de chantier et des dispositifs de sécurité, de leur maintien durant toute la durée du chantier et de leur repli ;
- La réalisation des travaux conformément aux prescriptions du présent document ;
- Toutes les dispositions spéciales à prendre le long des conduites et réseaux existants ;

- L'obtention des droits de passage, de stationnement (aire de stockage) ;
- La fourniture, le transport et le stockage de tout le matériel nécessaire ;
- Les travaux de préparation des sites ;
- Les restaurations à l'identique des milieux et aménagements démolis, démontés ou endommagés du fait des travaux, la remise en état des voies (publiques ou privées) empruntées et des terrains traversés ou occupés... ;
- Le nettoyage du chantier et la remise en état des lieux à la fin des travaux.

Pour bien évaluer son offre, l'entreprise est tenue d'effectuer une visite de chacune des pistes. Une attestation sera fournie à l'issue de la visite. Une visite est programmée pour chaque lot. Les dates, heures et lieux de rendez-vous sont à caler (cf. article 10 du Règlement de Consultation).

1.3. PIECES CONSTITUANT LE MARCHÉ

Les pièces qui constituent le marché et dont le présent CCTP constitue la description technique sont par ordre d'importance :

- L'acte d'Engagement (AE),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Les Bordereaux des Prix Unitaires et Devis Quantitatif et Estimatif (BPU-DQE),
- Les attestations de visite par lot,
- Le règlement de consultation.

Les pièces se complètent mutuellement pour définir les obligations de l'entrepreneur. L'omission sur l'une d'elles d'un détail précisé par les autres, ne dispense nullement l'entrepreneur de l'exécution des prestations correspondantes.

1.4. LOIS, REGLEMENTS ET NORMES

L'entrepreneur est tenu de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois, décrets en vigueur, règlements de police, de voiries et autres et au respect des règles de l'art qui sont décrites au travers des différents documents de portée nationale et qui se regroupent en trois catégories :

- Les Cahiers des Charges Techniques Générales,
- Les Documents Techniques Unifiées,
- Les Normes :
 1. au niveau français : AFNOR (NF),
 2. au niveau européen : CEN,
 3. au niveau international : ISO.

Plus particulièrement, dans le cadre de l'exécution du présent marché, les opérations devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques et réglementations qui lui sont applicables, notamment les documents suivants :

- Code Forestier Article L131-10 (ancien texte : art. L321-5-3 Modifié par Loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 - art. 33 JORF 11 juillet 2001) ;

- Code Forestier Article L131-12, L132-1, L133-1 à 6 et L134. (Ancien texte : art. L322-3, L321-1, L321-6, L322-3-1) ;
- Règlement national des travaux et services forestiers (CNPTSF), dans sa dernière version en vigueur, consultable sur le site de l'ONF – www.onf.fr,

1.5. DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

1.5.1. Au moment de la consultation

Au moment de son offre, le candidat devra présenter un mémoire technique comprenant :

- Une description de l'entreprise
- Une version 1 du Plan d'Assurance Qualité (PAQ) présentant :
 - les types de matériels utilisés, leur mode de transport et de stockage sur chantier
 - l'organisation du chantier ou de chantiers simultanés
 - le projet des installations de chantier, accès et circulations
 - les mesures de signalisation des chantiers, leur maintenance et leur repli
- La version 1 du PPSPS précisant les mesures de sécurité et de protection de la santé adoptées conformément à la réglementation en vigueur
- Les éventuelles mesures de protection de l'environnement envisagées en complément de celles prescrites dans le présent CCTP. Celles-ci pourront faire l'objet d'un Plan d'assurance Environnementale (PAE)
- La version 1 du planning d'exécution envisagé.

1.5.1. A l'issue de la période de préparation

A l'issue de la période de préparation, le candidat devra présenter :

- La version 2 de mise à jour du Plan d'Assurance Qualité (PAQ) présentant :
 - Les dispositions spéciales à prendre le long des conduites et réseaux enterrés existants ;
 - L'obtention des droits de passage, de stationnement (aire de stockage) ;
 - Le nom du représentant qualifié du titulaire, pour recevoir et faire exécuter les ordres ou observations du maître d'œuvre ou de son représentant ;
 - Les DICT des différents sites de travaux ;
- Le planning d'exécution détaillé et actualisé et tenant compte de la date de notification du marché ;
- La version 2 du PPSPS ;
- La version 2 du PAE.

1.6. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

1.6.1. Responsabilités générales

- L'entrepreneur est réputé s'être rendu sur les lieux et avoir pris connaissance de toutes sujétions dues aux sites et à leur environnement.
- Le présent dossier établi n'est pas limitatif. En conséquence, l'offre sera réputée comprenant tous les moyens techniques nécessaires au parfait achèvement des travaux.

Aucune tolérance ou révision ne sera par conséquent admise pour toutes erreurs ou omissions du dossier.

- L'entrepreneur conserve une obligation de conseil et est tenu de proposer en fonction des caractéristiques du site, tous les travaux qu'il jugera nécessaires pour atteindre les objectifs recherchés et assurer la sécurité du chantier.
- L'entrepreneur est tenu pour responsable de l'ensemble des délits forestiers qui pourraient avoir été occasionnés dans le cadre du déroulement des travaux et prendra à sa charge et à ses frais la remise à l'état initial de toutes modifications d'ouvrages ayant été causées par les travaux.
- L'entrepreneur veillera à mettre en sécurité et à ne pas laisser le chantier, en fin de journée, le week-end ou même durant une période de non-activité dans un état susceptible de créer des nuisances. Aucune indemnité ne pourra être réclamée par l'entreprise en cas de dégradations de matériel par des personnes malveillantes durant le chantier.

En candidatant, l'entrepreneur s'engage à mettre tous les moyens nécessaires pour assurer la totale réalisation des chantiers dans le délai imparti, y compris si sa proposition technique initiale n'est pas aussi efficace que prévue. Aucune plus-value ou versement d'indemnité ne pourront être exigée.

1.6.2. Application des réglementations en vigueur

Tous les travaux sont réalisés et exécutés conformément aux règles de l'art, aux différents documents contractuels, lois décrets, et leurs circulaires d'application dont les textes sont en vigueur à la date d'établissement des prix. **Du fait de la remise de son offre l'entrepreneur reconnaît connaître ces documents et avoir compris dans ses prix les incidences financières en résultant.**

1.6.3. Assurances

L'entreprise est tenue de souscrire, avant ouverture du chantier, les diverses assurances, conformément à la législation en vigueur ; elle devra en remettre les attestations au Maître d'oeuvre.

Afin de pouvoir présenter une offre, **l'entreprise devra avoir un dossier à jour sur Actradis.**

1.6.4. Réunions

Pendant la durée des travaux, le Maître d'Œuvre organisera les réunions périodiques ou exceptionnelles sur le chantier ou tout autre lieu approprié.

Le lieu et la fréquence des réunions seront fixés par le Maître d'Œuvre.

La présence d'un conducteur de travaux (interlocuteur unique), représentant l'entreprise est requise à ces réunions quelles qu'en soit la durée et la fréquence.

1.6.5. Préparation de chantier

A l'issue de la période de préparation de chantier, les documents présentés dans le paragraphe 1.4 ci-dessus seront adressés au maître d'œuvre qui les retournera au titulaire, soit revêtus de son visa, soit s'il y a lieu, accompagnés de ses observations. Le chantier ne démarrera que lorsque le maître d'œuvre aura validé ces documents.

1.7. MESURES ET OBLIGATIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Pour mémoire, il est rappelé que le Maître d'œuvre a adapté la conception du projet pour en minimiser les impacts négatifs sur le milieu. Il s'est également assuré que toutes les procédures administratives et les exigences réglementaires ont été respectées pour ce qui relevait de sa compétence.

Outre les mesures de protection environnementales énoncées ci-dessous et qu'il devra respecter, le candidat pourra présenter dans le cadre de son mémoire technique et du PAQ des mesures de protection de l'environnement et une procédure d'urgence en cas de pollution accidentelle (confinement de la fuite, utilisation du kit anti-pollution, évacuation des terres polluées). Elles seront soumises à validation du maître d'œuvre dans le cadre de la validation du PAE.

En raison de la localisation des sites en zone naturelle, l'entreprise s'astreindra aux mesures et obligations de protection environnementales suivantes :

- Gestion raisonnée des déchets de chantier (évacuation au fur et mesure en décharge agréée, vers une filière de recyclage ou stockage dans des contenants hermétiques, dispositions spécifiques pour éviter leur dispersion par le vent ou la pluie) ;
- Interdiction de stockage de produits dangereux sur site ;
- Respect des règles de l'art afin d'éviter tout déversement susceptible de polluer le sous-sol et les eaux superficielles ;
- Stationnement des engins de chantier, nettoyés, révisés, sur des aires étanches ou pourvues de dispositifs antipollution ;
- En cas de pollution, arrêt immédiat des travaux et information du Maître d'œuvre ;
- A l'occasion de fortes pluies et d'alertes cycloniques, évacuation des engins de chantier ;
- Les engins apportés sur les différents chantiers de débroussaillage devront être exempts de toute graine d'espèce exotique envahissante. Pour ce faire un nettoyage devra être fait avant leur arrivée sur chaque site. La procédure adoptée par l'entreprise sera soumise à l'agrément du Maître d'œuvre durant la phase de préparation.

1.7.1. Stockage et utilisation de carburants, lubrifiants et autres substances

De manière générale, le stockage et la manipulation de substances potentiellement polluantes ou dangereuses devront respecter les principes suivants :

- Limitation des quantités stockées ;
- Stockage en conteneurs étanches, le plus loin possible de ravines ou fossés, posés sur des sols plans, isolés du sol par une bâche plastique pour permettre la récupération des éventuels rejets accidentels, selon des modalités ne permettant pas d'accès aux personnels extérieurs au chantier ;
- Manipulation par des personnels responsabilisés et formés ;
- Opérations de distribution, de livraison d'essence et d'hydrocarbures des engins de chantier interdites en dehors de l'emprise des pistes forestières (lorsqu'elles existent) ou des espaces plats dégagés de toute végétation ;
- Mise en œuvre d'un dispositif de rétention des éventuels débordements pouvant occasionner une pollution du sol sous les engins ou matériels forestiers avant leur

- réapprovisionnement en hydrocarbure. Ce dispositif pourra être constitué d'une bâche de rétention à bords relevés, spécifiquement prévue à cet effet ;
- Mise à disposition de kits absorbants ou d'une réserve d'absorbant spécifique sur chaque site de réapprovisionnement. En aucun cas, les pleins des matériels de chantier ne seront tolérés sans ces dispositifs antipollution ;
 - Usage de l'essence pour le nettoyage des engins (tronçonneuse ou débroussailleuse par exemple) formellement interdit. Le titulaire veillera à utiliser des produits non toxiques autorisés pour cet emploi.

1.7.2. Protection des végétaux

Seul l'abattage des arbres désignés par le maître d'ouvrage est autorisé. Aucune atteinte ne sera portée à la végétation située hors de l'emprise des travaux, des accès ou des aires de travail ou de stockage prévues.

En cas de non-respect de cette consigne, une pénalité de 300 € par arbre ou arbuste touché pourra être appliquée.

1.7.3. Protection des sources et cours d'eau

En cas de stockage des produits d'exécution des travaux dans et aux abords d'une ravine, le principe général est d'éviter tout préjudice, en ce qui concerne l'écoulement des eaux aux propriétés voisines ou situées en aval (cf: 215.9 du Code de l'Environnement). En particulier, les opérations de nettoyage, de réparation, de ravitaillement des engins et du matériel ne peuvent se faire que sur les aires de stationnement prévues. Ces aires devront se situer en retrait des ravines et zones d'écoulement préférentiels afin d'éviter d'éventuels déversement de polluants.

1.7.4. Protection des espaces naturels contre les incendies

Tous les feux sont strictement interdits sur les sites concernés par les travaux. L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires pour qu'aucune imprudence ne soit commise à ce sujet sur le terrain.

L'entrepreneur devra en outre prévenir le SDIS dès le début du chantier. Il indiquera les mesures qu'il mettra en œuvre pour éviter tout départ de feu, en particulier lors de l'utilisation d'outils générant des étincelles.

1.7.5. Intervention en zone cœur de Parc National

A l'exception des travaux sur la partie haute de la route forestière de la Scierie, il n'est pas prévu d'intervention en zone cœur de Parc. Néanmoins sur cette section de route d'intérêt DFCI, des travaux de débroussaillage de la plateforme de la piste et de ses fossés sont prévus dans le cadre de ce marché sur une largeur totale maximale de 8 m. Ils ont pour objet l'accessibilité de l'ensemble de la route et de son environnement proche pour aider au diagnostic des infrastructures de roulement et de gestion des écoulements d'eau.

De ce fait, toute la végétation sur la bande de roulement et dans les fossés sur une largeur maximale de 2 m (correspondant au glacis) devra être broyée, à l'exception des plants de petit tamarin des Hauts (*Sophora denudata*), espèce classée en danger d'extinction sur la liste rouge de la flore vasculaire de La Réunion et qui jouit de ce fait d'un statut de protection.

En plus des dispositions générales prévues pour la réalisation des travaux, l'entreprise adjudicataire du marché devra prévenir les représentant du Parc National au moins 15 jours à l'avance de la date de programmation des travaux envisagés en zone cœur de Parc. L'intervention ne sera possible qu'après réunion sur site avec ces mêmes correspondants et les représentants de la maîtrise d'œuvre.

1.8. RENCONTRE DE CABLES, CANALISATIONS ET AUTRES OUVRAGES SOUTERRAINS

Les interventions ne portant que sur l'entretien de la végétation aérienne des coupures de combustible, l'entreprise n'a pas à effectuer de terrassements. Elle devra néanmoins tenir compte dans son offre des conflits ou croisements d'ouvrages enterrés ou aériens auxquels elle pourrait faire face dans la réalisation de ces opérations.

L'entreprise devra appliquer l'ajustement réglementaire de Juillet 2014 en matière DT-DICT pour toute demande auprès du guichet unique des réseaux. Les numéros de compte portés sur les DT seront mis à disposition du candidat à l'issue de la consultation avant la période de préparation de chantier. Ils seront repris pour chacune des demandes à effectuer auprès de ce guichet.

En cas de présence de réseau enterrés, un marquage sera réalisé par l'entreprise. Il devra être efficace, lisible et permanent pour répondre à cette réglementation. Il reste sous la responsabilité de l'entreprise.

Les déclarations d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T.) ci-avant évoquées (Orange, MAIRIE, concessionnaire AEP, EDF) et d'une manière générale celles auprès de tous les services publics ou sociétés d'exploitation concernée, se feront à partir du guichet unique.

1.9. INSTALLATION DE CHANTIER DE L'ENTREPRENEUR

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour assurer la protection des personnes de l'entreprise et extérieures à l'entreprise, des véhicules et des ouvrages existants par :

- La pose et l'entretien de toute la signalisation nécessaire pour assurer la sécurité ;
- La mise en place de barrières empêchant l'accès du site en cours de travaux ;
- Le nettoyage général régulier et en fin d'opération, du site avec évacuation des déchets

L'entreprise est tenue de respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne les règles d'Hygiène et de Sécurité.

Les sites prévus pour le stockage du matériel seront proposés par le candidat dans son mémoire technique et précisés dans son PAQ. Tout au long des travaux, les débordements en dehors de ces aires, de l'emprise du chantier et de la piste du chantier sont proscrits.

Le stockage du matériel polluant devra être aménagé conformément aux clauses de protection environnementales détaillées au paragraphe ci-dessus.

L'entreprise restera responsable de son matériel pendant toute la durée du chantier. La responsabilité du maître d'œuvre ne saurait être recherchée en aucune manière et pour quelque raison que ce soit.

II. Mode d'exécution des travaux

2.1. DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENSEMBLE DU CHANTIER

2.1.1. Accès au chantier

Le titulaire fera lui-même toutes démarches pour obtenir les permissions de voirie et de police nécessaires à l'accès au chantier. Il devra se conformer aux conditions d'utilisation des dites voies. A cet effet, il devra contacter les services gestionnaires de la voirie suffisamment à l'avance afin que des dispositions puissent être prises en vue de minimiser les perturbations pour le trafic local.

Toute sujétion d'accès relèvera de la charge et de la responsabilité du titulaire qui devra vérifier l'accord des propriétaires des parcelles à traverser.

2.1.2. Protection du chantier

Les pistes DFCI concernées par ce marché sont fermées à la circulation publique au moyen de barrières DFCI. Le Maître d'œuvre fournira à l'entreprise en début de chantier une clé qu'il devra lui être retournée le jour de la réception. Les barrières devront systématiquement être fermées à clé après le passage de l'entreprise et surtout le soir et le week-end.

Certains secteurs concernés par ce marché sont très fréquentés par le public. Les chantiers devront être rigoureusement sécurisés et balisés pour éviter tout accident avec les usagers durant toute la durée des travaux.

La signalisation du chantier sera faite par les soins, sous la responsabilité et aux frais du titulaire, conformément aux dispositions réglementaires.

Les restrictions de circulation éventuelles feront l'objet de signalisation conformément aux textes en vigueur. Le titulaire sera tenu d'assurer à ses frais la signalisation inhérente à cette opération.

Les pistes peuvent être empruntées par des promeneurs, des randonneurs ou autres utilisateurs de la forêt. Nombreuses d'entre elles se situent à proximité de sentiers très fréquentés du public, une attention particulière sera apportée à la signalisation et à la sécurisation des chantiers.

2.1.3. Contrôles extérieurs

2.1.3.1. Contrôle de la cadence d'exécution des travaux

Le maître d'œuvre exerce tout contrôle des cadences d'exécution qu'il juge utile et peut proposer toute modification des équipements en matériels et personnels qu'il juge opportun pour rattraper les retards éventuels, sans que la responsabilité de l'entrepreneur ne s'en trouve déchargée pour autant.

2.1.3.2. Contrôle de l'état d'entretien apparent des matériels.

Si l'état d'entretien apparent des matériels appelle des réserves de la part du maître d'œuvre, celui-ci les notifie à l'entrepreneur sans pour autant en interdire l'emploi. Si par la suite, il est constaté un fonctionnement défectueux de certains matériels, en particulier de ceux ayant fait l'objet des réserves mentionnées ci-dessus, le maître d'œuvre peut imposer l'arrêt du chantier

correspondant jusqu'à ce que l'entrepreneur ait procédé aux améliorations ou aux remplacements nécessaires.

L'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité pour l'immobilisation de son matériel et de son personnel quelle que soit la durée de l'arrêt.

Ces contrôles portent également sur les matériels de réserve.

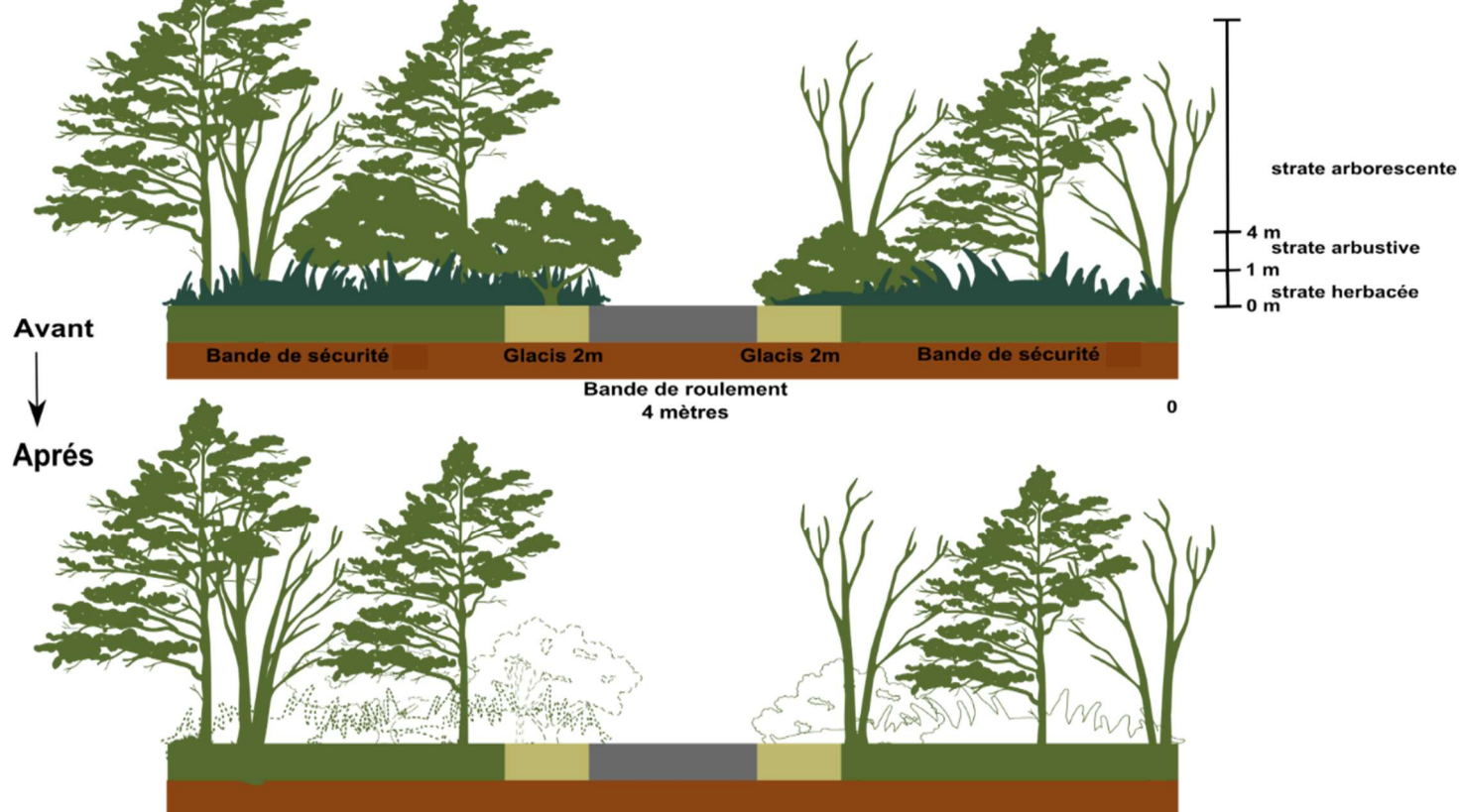
2.1.4. Prescriptions générales d'intervention

Les bandes débroussaillées de sécurité sont des espaces de végétation discontinue aux abords d'axes de circulation retenus pour leur intérêt stratégique en cas de feu. Elles limitent la propagation du feu, réduisent son énergie calorifique sur et à proximité de ces axes et permettent d'assurer une sécurité minimale des pompiers en cas de circulation ou de lutte contre le feu à partir de ces pistes. Elles font l'objet de surlargeurs débroussaillés au droit des aires de croisement, de retournement, d'hélicoptage ou de refuge régulièrement mise en place sur les pistes.

L'objectif des travaux est la réduction du volume de la matière végétale combustible et de la continuité horizontale et verticale, favorable à la propagation du feu. Ils consistent à réaliser les opérations suivantes :

- Sur la **bande de roulement** :
 - Coupe à ras de toute la végétation ;
 - Elagage des branches basses des arbres latéraux jusqu'à une hauteur de 4 m.
- Dans les fossés et sur le **glacis** (2 m de large de chaque côté de la bande de roulement) :
 - Coupe à ras de la végétation herbacée et arbustive ;
 - Coupe à ras des arbres de faible diamètre indiqués par le maître d'œuvre ;
 - Elagage des arbres à 2,5 m de hauteur.
- Sur le reste de la **Bande Débroussaillée de Sécurité** :
 - Coupe à ras de la végétation herbacée et arbustive ;
 - Rehaussement des couronnes des arbres à 2,5 m de hauteur.
- Au droit des **Aires de retournement, de croisement ou d'hélicoptage** :
 - Coupe à ras de toute la végétation herbacée, arbustive et arborée ;
 - Application d'une surlargeur débroussaillée égale à la largeur et la longueur de l'aire.

Consignes de débroussaillage



Quel que soit leur localisation, sur le glacis ou la BDS, les prescriptions suivantes devront aussi être respectées :

- Coupe et billonnage en morceaux de 1 m de tous les arbres cassés, arrachés, chablis, branches cassées avec évacuation en bordure de la BDS ;
- Coupe propre des chandelles d'arbres cassés et encore vivantes, le plus haut possible, pour favoriser leur reprise ;
- Démantèlement des houpiers avec broyage des branches : les longueurs de coupe devront être adaptées aux engins d'intervention ;
- Broyage de l'ensemble des rémanents à l'aide de broyeurs à branches ou à l'aide d'un broyeur monté sur un tracteur forestier ou tout autre moyen mécanique lorsqu'un accès routier est possible. Dans le cas où les travaux d'entretien des coupures de combustible n'est réalisable que manuellement, les rémanents de coupe seront broyés à l'aide d'outils adaptés montés sur débroussailleuse manuelle ou tout autre moyen à l'initiative de l'entreprise. Quels qu'ils soient, les résidus de broyage seront étalés de façon à ne pas constituer d'accumulations de plus de 30 cm de hauteur.
- Arasement des souches et chicots au ras du sol (5 cm de haut maximum).

Les travaux seront réalisés le plus possible au moyen d'un broyeur sur bras (épareuse) permettant d'accéder à la limite de la BDS de part et d'autre du bord de la piste. Le matériel

utilisé devra être suffisamment puissant pour réaliser un travail propre sans endommager les arbres et la végétation située au-delà de la bande débroussaillée.

Une finition manuelle pourra être nécessaire pour faire des coupes propres des plus grosses sections de bois broyé et évacuer les résidus de coupe des fossés, passages busés et autres ouvrages de franchissement hydraulique.

En cas d'inefficacité des moyens mécaniques prévus dans l'offre, l'entreprise s'engage à trouver une alternative (manuelle ou mécanique) pour réaliser le chantier dans les délais impartis. Aucune rallonge de délais ou financière ne sera octroyée.

A partir de la notification du marché, l'entrepreneur prendra rendez-vous avec le maître d'œuvre pour une visite technique préalable au commencement des travaux. Lors de cette visite, les emplacements des aires de dépôt et/ou stockage de matériels, des aires de croisement, de retournement, d'hélicoptage ou de refuge nécessitant une surlargeur de débroussaillage, seront matérialisés.

Au cours du chantier, l'entrepreneur ne pourra pas lui-même modifier quoi que ce soit à l'opération. Toutefois, il devra proposer au maître d'œuvre lors des visites de chantier, tout changement qu'il jugera utile d'y apporter. Ces changements devront être validés par le maître d'œuvre avant d'être mis en œuvre. Ils ne seront facturés et payés qu'à cette condition.

L'entreprise sélectionnée, devra commencer les travaux au maximum 15 jours après la notification du marché et 8 jours ouvrés après la réception de l'ordre de service.

La réception des travaux, se fera après leur plein achèvement, et lorsque le chantier sera totalement nettoyé et remis en état.

2.1.5. Prise en compte des espèces patrimoniales, lutte contre les EEE

La Réunion est riche d'une grande biodiversité végétale et présente des espèces endémiques remarquables et des espèces protégées aux niveaux national ou international. Certaines de ces espèces sont présentes dans les espaces à entretenir.

On pourra citer comme espèces endémiques remarquables :

- Le branles vert (*Erica reunionensis*) et blanc (*Stoebe passerinoides*)
- L'ambaville (*Hubertia ambavilla* Bory)
- Le fleur jaune (*Hypericum lanceolatum*)

La coupe de ces espèces devra être limitée au strict nécessaire.

Comme espèce protégée, on pourra citer :

- Le petit tamarin des Hauts (*Sophora denudata*)

Aucune intervention sur cette espèce n'est possible.

En revanche d'autres espaces sont envahis ou en cours de colonisation par des espèces exotiques envahissantes (EEE) contre lesquelles il est nécessaire de lutter. Ces espèces seront systématiquement coupées.

Sur les linéaires où l'ensemble de ces espèces est présent il est préconisé les travaux suivants :

- 1) Coupe systématique de toutes les touffes d'ajoncs sur la largeur totale de la BDS.
- 2) Maintien systématique et aucune intervention sur les sujets de petits tamarins des hauts (espèce protégée), quelle que soit leur hauteur ;
- 3) Priorisation de coupe selon les espèces : en premier les EEE, puis les branles, puis les autres espèces, mêmes endémiques, en cas de nécessité ;
- 4) En zone de végétation clairsemée mais néanmoins trop dense :
 - a. Création de touffes de végétation pour créer des discontinuités horizontales et verticales de combustible ;
 - b. Coupe à ras préférentielle des pieds de branles verts (particulièrement inflammables) au profit des espèces remarquables constituées notamment par les fleurs jaunes, petits tamarins des hauts et ambavilles existants ;
 - c. Elagage périphérique et taille en hauteur (plutôt que coupe à ras) des vieux sujets de branles verts. Hauteur à déterminer selon proximité de la piste ;
 - d. Largeurs des espaces libres entre touffes adaptées aux diamètres et hauteurs des touffes : espace annulaire débroussaillé jusqu'au sol de même largeur que la plus haute touffe environnante ;
 - e. Maintien préférentiel des cépées inférieures à 0,5 m de hauteur sur le glacis et 1,5 m sur le reste de la largeur de la BDS ou réduction à 50 cm de hauteur maximum de toute la végétation sur le glacis et réhausse progressive à 2 m de hauteur maximum sur les 3 m suivants jusqu'à atteindre les bordures extérieures de la BDS.
- 5) En zone de végétation très dense :
 - a. Coupe mécanique, sans distinction d'espèces, à l'aide d'un broyeur ou d'un lamier (selon disponibilité des entreprises et coût de la prestation), possiblement incliné ;
 - b. Hauteur de coupe à 0,5 m de hauteur max sur les deux premiers mètres du glacis avec possibilité de coupe à des hauteurs différentes (50 cm, 30 cm, 20 cm pour ne pas avoir une uniformité visuelle et améliorer l'intégration paysagère)
 - c. Traitement au cas par cas (avec débroussaillage périphérique) des pieds de petits tamarins des Hauts et des pieds remarquablement âgés d'espèces endémiques ;
 - d. Elévation progressive de la hauteur de coupe jusqu'à atteindre 1,5 m en bordure de la BDS
- 6) Maintien et étalement des rémanents broyés au sol de façon à favoriser la décomposition, limiter la repousse.

2.1.6. Période de réalisation

Les prestations doivent être réalisés avant le 31 août 2025.

Dans le but de limiter le risque de propagation des graines, les zones fortement envahies par l'ajonc seront traitées prioritairement de façon à ce que les travaux soient réalisés entre les périodes de floraison et de formation des graines.

2.1.7. Largeur des BDS à entretenir

Les largeurs totales des coupures de combustible à réaliser sont de :

- Lot 1 : BDS sur la piste de La Providence : largeur totale 24 m.
Les limites sont localement signalées par de la peinture ou des griffures sur les arbres. Si une rematérialisation s'impose, elle pourra être demandée par l'entreprise adjudicatrice des travaux. Le débroussaillage périphérique de la citerne DFCI en extrémité de piste n'est pas concerné par ce marché.
- Lot 2 : BDS sur pistes des Hauts Sous le Vent : largeur totale 14 m, à l'exception de la piste d'accès à l'antenne de Piton Fougère qui sera débroussaillée sur un total de 8 m,
- Lot 3 : BDS sur pistes de l'Etang Salé : largeur totale 24 m

Les aires de croisement, de retournement et d'hélicoptage sont préalablement cartographiées par le Maître d'œuvre. Elles devront être totalement débroussaillées sur leur largeur et devront faire l'objet d'une surlargeur de débroussaillage correspondant à leur largeur, sur toute leur longueur, sans pour autant dépasser 30 m. Après travaux, aucune végétation ne devra être présente sur ces aires de façon que celle-ci soient facilement identifiables. Leur débroussaillage latéral supplémentaire devra être effectif autour de l'infrastructure.

Les largeurs peuvent localement varier en fonction des difficultés du terrain. En cas de dissymétrie du débroussaillage (ex : largeur 15 m / 5 m) la bande débroussaillée la plus large sera réalisée du côté où la pente est la moins forte.

2.2. REMUNERATION DES TRAVAUX

Les métrés et quantités sont inscrits à titre indicatif dans le BPU-DQE.

Les dégâts occasionnés par le cyclone Garance ou tout autre événement climatique avant la période de réalisation des travaux pourront donner lieu à modification des linéaires des BDS (donc des surfaces) effectivement à réaliser..

Les longueurs et largeurs débroussaillées feront l'objet d'un relevé contradictoire au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Les surfaces des coupures de combustible entretenues seront calculées au fur et à mesure de la réalisation des BDS. L'avancement des travaux sera inscrit sur le compte rendu de visite, signé par les deux partis. Seules les surfaces débroussaillées conformément aux prescriptions de réalisation seront rémunérées. Elles devront répondre aux largeurs demandées, relevées, quelle que soit la largeur débroussaillée par le passé.

Pour faciliter le calcul des surfaces rémunérées, celles-ci incluront les surfaces des pistes même si la plateforme de roulement n'a donné lieu à aucun travail (piste bétonnée par exemple). La largeur de la bande débroussaillée s'apprécie donc à partir des bordures extérieures des coupures de combustible effectivement entretenues.

Le candidat prendra en compte ce mode de rémunération dans l'établissement de son prix.

En revanche, les surlargeurs des débroussailllements latéraux réalisées au niveau des aires de croisement ou de retournement ne feront pas l'objet de rémunérations supplémentaires.

2.2.1. Lot n°1 : BDS de la piste de la Providence (massif des Hauts de Saint Denis)

La piste DFCI de la Providence dont une grande partie bétonnée, est carrossable avec un véhicule léger. Les travaux de cette coupure de combustible débutent depuis le portail de la Direction Régionale de l'ONF et sont à réaliser de part et d'autre de la clôture grillagée pour ses premières centaines de mètres. Cette première partie derrière la clôture n'est habituellement pas entretenue mais devra l'être dans le cadre de ces travaux. Ils sont à réaliser jusqu'à la citerne DFCI.

2.2.2 Lot n°2 : BDS sur les Pistes du Massif des Hauts Sous le Vent

Ces pistes DFCI sont carrossables avec un véhicule 4x4. A l'exception de la piste d'accès à l'antenne de Piton Fougère (non accessible en 4X4 du fait de la végétation) qui sera débroussaillée sur une largeur totale de 8 m, les autres pistes seront débroussaillées sur 14 m de largeur totale, soit 5 m de part et d'autre de l'emprise de la bande de roulement.

2.2.3. Lot n°3 : BDS de L'Etang Salé

Les pistes DFCI de L'Etang Salé sont facilement accessible en véhicule léger. Elles ont toutes été entretenues en 2024.

III. SUIVI ET CONTROLES D'EXECUTION

3.1. CONTROLE ET DIRECTION DES TRAVAUX

Le titulaire sera tenu de faire connaître son planning de réalisation des travaux. Toute modification de ce planning ou suspension des travaux devront être justifiées auprès du Maître d'œuvre au minimum 48 heures à l'avance.

Il devra se conformer au présent CCTP et à toutes les instructions, éventuellement mises sous formes d'ordres de service écrits à l'occasion des réunion de chantier, de la part du maître d'œuvre ou de son représentant sur le chantier.

IV. ANNEXES